

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/BD

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. BORAX FRANCAIS
la réalisation d'une étude de caractérisation de la radioactivité naturelle
renforcée du dépôt de borogypse situé à DUNKERQUE
section Petite-Synthe (parcelles cadastrales 460 AR n° 50 et 53)**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de l'ordre national de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L511-1 et R512-31 ;

VU le code de la santé publique, en particulier ses articles R1333-11 et R1133-11-1 ;

VU la circulaire du 18 juin 2009 relative à la mise en œuvre des recommandations du Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire (HCTISN) ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 août 2003 imposant à la S.A. BORAX FRANCAIS des prescriptions complémentaires relatives à la réhabilitation et au suivi post-exploitation du dépôt de borogypse situé à DUNKERQUE, section Petite-Synthe ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2009 instituant des servitudes d'utilité publique liées à l'ancienne décharge individuelle de borogypse exploitée par la société BORAX FRANÇAIS et située à DUNKERQUE, section Petite-Synthe ;

Vu le rapport du 24 mars 2010 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 mai 2010 ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} –

La société BORAX FRANCAIS, dont le siège social est situé route de Bourbourg 59411 COUDEKERQUE-BRANCHE, ci-dessous appelée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté relatives au suivi post exploitation du dépôt de borogypse qu'elle a exploité sur le territoire de la commune de DUNKERQUE – section PETITE-SYNTHE (parcelles cadastrales 460 AR n° 50 et 53).

Article 2 –

L'exploitant réalise sur des échantillons de borogypse représentatifs du dépôt de Petite-Synthe, une recherche des éléments suivants, selon le protocole défini par le guide IRSN DEI/SARG/08-036 :

- émetteurs alpha totaux
- émetteurs bêta totaux
- K40
- famille de U238 : a minima U238 + Ra226 + Pb210
- famille de Th232 : a minima Th232 + Ra228 + Th228
- famille de U235 : (si pertinent, peut être déduite par approximation de la famille de l'U238)

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé pour les mesures de la radioactivité de l'environnement au titre des articles R. 1333-11 et R. 1333-11-1 du code de la santé publique.

L'exploitant apporte la démonstration que le protocole d'échantillonnage et de mesure choisi garantit la représentativité des résultats.

Article 3 –

Les résultats des prélèvements ainsi que la démonstration de la représentativité des résultats du protocole d'échantillonnage et de mesures adopté, tel que prévu à l'article 2, sont adressés à l'inspection des installations classées.

Ces résultats font l'objet d'un rapport détaillé qui statuera sur la nécessité de poursuivre une surveillance des radioéléments.

L'ensemble de ces éléments est transmis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 –

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 –

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

Article 6 –

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de son affichage.

Article 7 –

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de Dunkerque sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de DUNKERQUE,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Fait à Lille, le - 7 SEP. 2010

Le préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquefeuil



